

**Kadri
Gürsel**

**Turquie,
année zéro**

LE POING SUR LA TABLE



KADRI GÜRSEL

TURQUIE, ANNÉE ZÉRO

Le poing sur la table

LES ÉDITIONS DU CERF

Ouvrage dirigé par S. DE COURTOIS

© *Les Éditions du Cerf*, 2016
www.editionsducerf.fr
24, rue des Tanneries
75013 Paris

ISBN : 978-2-204-10926-0

ISSN : 2425-5521

Sommaire

Une police de la pensée

De l'utilité de L'État islamique

L'autoroute du djihad

Guerre sur mesure

La démocratie confisquée

Les espoirs perdus

Manif contre manip

L'empire des nouveaux mirages

La fin de la Turquie ?

Petite chronologie des événements

Une police de la pensée

Istanbul, le mercredi 22 juillet 2015, au soir. Je suis à mon domicile. Je viens d'apprendre mon licenciement du journal *Milliyet*, l'un des principaux quotidiens de Turquie, pour lequel je travaille depuis presque deux décennies. La raison de cette décision brutale ? Un tweet envoyé ce matin même, dans lequel j'ai dénoncé ce qu'il faut bien nommer un mensonge d'État.

Deux jours plus tôt, le 20 juillet, le terrible attentat de Suruç, une localité du sud-est, a coûté la vie à trente-trois jeunes militants pour la paix, frappés alors qu'ils s'apprêtaient à mener une marche silencieuse en direction de Kobané, afin de soutenir cette ville martyre devenue le symbole, à l'échelle planétaire, de la résistance des Kurdes face à l'État islamique.

Trois mois plus tard, le 10 octobre, preuve que Suruç n'aura été que le prélude d'une menace plus globale, plus impérieuse et toujours plus vive, un nouvel attentat, commis cette fois à Ankara, viendra à son tour endeuiller nos écrans et nos existences.

Ces drames seront tous deux advenus pendant une intense campagne électorale. À la suite des législatives du 7 juin dont le

résultat lui aura été défavorable, le président Recep Tayyip Erdoğan, profitant de l'échec des principaux partis à former une coalition gouvernementale durant l'été, aura à nouveau convoqué les électeurs pour le 1^{er} novembre. La manœuvre finira par payer, amplifiée par le jeu tragique des circonstances, puisque son mouvement, l'AKP, le Parti de la Justice et du Développement, remportera le deuxième scrutin.

Pour l'heure, en ce matin de juillet, alors que le pays est sous le choc des morts de Suruç, la presse turque rapporte que, depuis Paris, le président François Hollande a téléphoné à son homologue, à Ankara, pour lui témoigner sa sympathie. Une telle civilité convenue fait plus que me choquer. Le tweet me vient naturellement.

Il est honteux que des chefs d'État étrangers appellent la personne qui est la principale raison du terrorisme de l'État islamique en Turquie pour lui présenter des condoléances après l'attentat de Suruç.

Comment ce message de 140 signes pourrait-il porter à conséquence ? N'ai-je pas fait que mon devoir de citoyen, mon métier de journaliste ? La presse en effet n'est pas, pour moi, un gagne-pain. C'est aussi un moyen d'exister dans un pays où la liberté d'expression est quotidiennement bafouée par le régime autoritaire instauré par M. Erdoğan. Car tel est bien, j'y insiste, le terme : l'AKP n'a jamais été qu'un parti au service de ce régime et ce régime n'a jamais été qu'au service d'un seul homme. Or, depuis 2013, consécutivement aux révélations sur les affaires qui ont montré l'étendue de la corruption au sein du gouvernement et aux interventions dans les procédures qui ont réduit à néant l'indépendance de la justice, le régime en place s'est soustrait de

lui-même aux plus simples obligations de la Constitution. Un processus de détournement des institutions amorcé en 2010 – date de la modification de la Constitution donnant au pouvoir le contrôle de l'appareil judiciaire – et dont peu d'observateurs ont noté, à l'étranger, qu'il est désormais parachevé.

Ce même mercredi matin, suite à mon tweet, l'enchaînement des réactions se précipite haineusement. Dès 11 heures, sur une chaîne de télévision proche du gouvernement, un obscur chroniqueur me traîne dans la boue. Son nom ? Cem Küçük. Son boulot ? Identifier, dénoncer et harceler les journalistes critiques à l'endroit du Président. Sa diatribe ? Que je me suis exclu du spectre démocratique, que j'échappe aux règles d'un sain débat, que je ne saurais invoquer la liberté d'expression puisque, selon un raisonnement familier aux islamistes, j'ai porté atteinte à la dignité de la nation. Que je suis, en fait, un traître ! Que je suis, à la vérité, un agent à la solde d'Israël ! Puisque, selon lui, j'accuse Recep Tayyip Erdoğan, son maître, d'avoir commis l'attentat de Suruç. Ce qui n'est pas le cas mais, qu'importe, le ton est donné. Je peux m'attendre au pire. Blasphème et lèse-majesté ensemble : toute critique à l'encontre d'Erdoğan est systématiquement poursuivie par ses médias et la justice.

À midi, c'est l'avalanche sur les réseaux sociaux. Pleuvent les injures nominatives, les insultes personnelles. Après le déjeuner, tombent les menaces de mort. Dans le début d'après-midi commencent les coups de fil au journal pour réclamer mon licenciement. Les « AK-Trolls » ont frappé. La pratique est devenue courante en Turquie. Des unités professionnelles d'agitation et de propagande, au travers de faux comptes, ont pour mission de manipuler l'opinion sur les réseaux sociaux dans le but

d'intimider les opposants en vue, qu'il s'agisse de politiques, de journalistes ou d'intellectuels. Les manigances du pouvoir peuvent ainsi se parer de la légitimité populaire.

Je n'entends pas céder et, réussissant à fermer mes yeux et mes oreilles à la rumeur, je m'isole pour achever l'éditorial qui doit paraître le lendemain et dans lequel je m'attache précisément à commenter l'attentat de Suruç. « Un massacre utile » ai-je titré cette tribune dont j'apprends, à 19 h 30, qu'elle vient d'être retirée du marbre. Elle ne paraîtra pas. À peine ai-je raccroché avec le responsable de la maquette, que la sonnerie de mon téléphone retentit. C'est la chef du personnel qui, dans un rire cynique, m'apprend que je suis « licencié ». Je m'y attendais. Selon la direction, je n'ai pas seulement dérogé à « la ligne éditoriale du groupe », mais à « la déontologie et l'éthique journalistique », ce qui m'a encore plus révolté car l'utilisation de ces nobles concepts afin de me dénigrer m'a semblé appartenir au domaine de la plus vulgaire démagogie.

Ainsi s'éteint une longue collaboration avec un quotidien qui, en Turquie, aura représenté l'un des grands titres de la presse écrite, qui aura hautement incarné une certaine tradition de centre-gauche et qui aura volontiers accueilli chaque semaine trois de mes éditoriaux pourtant réputés contestataires. Mais un quotidien aussi qui, depuis son rachat par un homme d'affaires en 2011, est devenu, à l'instar de tant d'autres journaux et télévisions acquis par des proches d'Erdoğan, une de ces antichambres du pouvoir qui permettent à ces affairistes de s'enrichir encore un peu plus en troquant soutiens médiatiques contre faveurs économiques. Un quotidien qui, à partir de là, a été toujours plus placé sous la censure d'une direction obnubilée par l'idée de ne pas « attrister »

le *Beyefendi*, c'est-à-dire Recep Tayyip Erdoğan. Les dix derniers mois précédant mon départ pas moins de quatre de mes papiers ont ainsi été enlevés du journal. Un quotidien où les jours de crise profonde, le propriétaire a pour habitude de venir lui-même s'assurer du contenu des articles. En trente ans de métier, je n'avais jamais vu de tels excès !

En colère contre cette injustice, angoissé pour l'avenir de mon métier, je suis pris de nausée par la banalité d'une telle violence. Être journaliste dans la Turquie d'aujourd'hui est une occupation désormais extrêmement difficile et périlleuse. Un métier à risque. J'en suis la preuve. Mais une parmi d'autres.

Maîtriser les médias est la condition de la survie du régime. Tous ceux qui lui échappent, qui n'ont pas été asservis ou achetés, qui ne consentent ni à la propagande ni à l'autocensure, sont régulièrement menacés. Les redressements fiscaux, les sanctions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, les poursuites légales, les fermetures des comptes Facebook et Twitter font partie des mesures habituelles d'asphyxie. À défaut, on recourt à l'emprisonnement des journalistes, et même à la poursuite physique comme des incidents récents l'ont montré.

La police de la pensée est ainsi devenue un ressort majeur du régime. Près d'une centaine de professionnels des médias ont connu la geôle depuis 2012 au point que, selon Reporters sans frontière, la Turquie est devenue « la plus grande prison pour journalistes au monde ». Le mouvement n'a cessé de s'accélérer depuis. Je me contenterai d'évoquer ici le sort de confrères d'autres quotidiens importants qui ont été victimes de ce mécanisme de terreur dans la suite de mon renvoi. Le 30 septembre 2015, Ahmet Hakan, l'un des éditorialistes du libéral et séculaire *Hürriyet*, animateur aussi de

débats télévisés sur CNN Türk, est passé à tabac par des nervis à minuit au pied de son immeuble, en plein cœur d'Istanbul. Car ce journaliste repent de l'islamisme a eu le tort d'inviter dans son émission le leader du parti pro-Kurde, le Parti démocratique des peuples (HDP), où ce dernier paru aux yeux du public de manière sympathique car il avait joué du *saz* – une sorte de luth à manche long – et chanté une ballade populaire. Il a donc été accusé nominaleme nt par les médias pro-AKP d'être l'un des responsables du succès de ce même parti aux élections du 7 juin. Le 26 novembre 2015, Can Dündar, le rédacteur en chef du très progressiste et laïque *Cumhuriyet*, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont arrêtés. Leur tort ? Avoir publié, le 29 mai, un reportage photo qui prouve les transferts d'armes opérés par les services secrets turcs vers la Syrie, au bénéfice probable des djihadistes. Quelques heures à peine après la publication de ces révélations, intervenant en direct sur l'antenne de la chaîne publique TRT, « Radio-Télévision de Turquie », Recep Tayyip Erdoğan a fulminé contre Dündar : « Il va le payer et je vais le traquer jusqu'au bout. » Requé rant le parquet de poursuivre les reporters pour « divulgation de secrets d'État », il ne lui aura fallu que six mois pour tenir parole ! Toute critique du gouvernement est ainsi assimilée à un complot contre la nation.

Défendre l'éthique de mon métier, courir après la vérité, dire avec clarté l'événement, ne pas montrer sa peur, sont plus que jamais des urgences dans un pays où le régime autoritaire qui a voilé la démocratie annonce un régime totalitaire.

De l'utilité de L'État islamique

Jamais au grand jamais n'ai-je accusé Erdoğan d'être l'instigateur de l'attentat de Suruç. Inlassablement, dans chacun de mes articles de *Milliyet* à ce propos, j'ai montré pourquoi Erdoğan est la cause de la menace majeure que représente Da'ech pour la Turquie, une menace qui découle de la politique irresponsable qu'il continue de mener en Syrie, une menace qui étend d'ores et déjà son emprise sur l'Europe. Je n'ai pas mis en doute le bon-allant diplomatique de l'appel du président Hollande. J'en ai questionné le bien-fondé moral. Il ne me reste donc qu'à expliquer ici en quoi, selon moi, ce coup de fil est appelé à demeurer honteux aux yeux de l'histoire.

Suruç est une bourgade frontalière où les habitations se distribuent en grappes autour d'une avenue unique qui se continue en route nationale vers la Syrie. Un peu plus loin, à quelques kilomètres, de l'autre côté, c'est la désormais célèbre Kobané. Les images de cette cité en ruines me hantent. J'avais traversé Suruç dans les années 1990, lorsque j'arpentais l'Est anatolien pour le compte de l'AFP, l'Agence France Presse, et que déjà la tension montait entre les deux pays. Au grand dam d'Ankara, Damas

soutenait le PKK, la rébellion kurde, et servait de refuge à son chef, Abdullah Öcalan. Un jour où je suivais la ligne sinueuse des barbelés afin d'interroger les populations bordières sur d'éventuels mouvements de troupes, je me souviens très bien des silos à blé quadrillant l'horizon et qui ont depuis servi de balises aux bombardiers américains venus appuyer les combattants Kurdes luttant contre Da'ech.

Pendant la bataille de Kobané, Suruç s'est imposée comme une arrière-zone clé, un *hinterland* de ravitaillement, une sorte de cordon ombilical vers l'extérieur sans lequel la ville assiégée n'aurait sans doute pu tenir d'aussi longs mois. L'épreuve a été également partagée par les Kurdes de Turquie et par les Kurdes de Syrie qui sont très proches, qui parlent la même langue, qui partagent les mêmes traditions. Et ce, d'autant mieux que les Kurdes de Syrie sont, pour une part significative, les descendants de ceux de Turquie ayant fui la répression des révoltes kurdes dans les premières décennies de la République kémaliste. Et ce d'autant plus que le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, turc, et le PYD, le Parti de l'union démocratique, syrien, sont unis par la personnalité du même leader historique, Öcalan, et par l'entretien de leur parenté idéologique, un autonomisme à couleur socialiste. J'en sais quelque chose pour avoir été, autre souvenir, enlevé par le PKK en 1995 sur la route de Cizre, longeant les bords du Tigre, à Nusaybin, l'antique Nisibe, alors que je revenais d'Irak où j'avais couvert une opération d'envergure de l'armée turque. Retenu comme otage pendant vingt-six jours dans plusieurs zones montagneuses, j'ai pu alors constater que les rangs des Kurdes turcs comptaient déjà nombre de Kurdes syriens.

De cette bataille de Kobané, il reste surtout le rôle ambivalent

affiché par l'État turc endossant le soupçon selon lequel Ankara aurait préféré que Da'ech prenne l'avantage contre les Kurdes. Une passivité qui n'était selon moi que le vrai visage de leur intention.

À l'entour de Suruç, le paysage consiste en une vaste plaine aplatie, étirée, brûlée. La terre y est aride, ingrate. L'horizon, tel une immense scène à découvert et inondée par le soleil. Pour y commettre un attentat kamikaze comme celui qui est advenu le 20 juillet 2015, il faut disposer d'une logistique, d'une organisation, de renseignements. Da'ech en avait-il les moyens sur le sol turc ? Sinon, qui d'autre ? Ne faut-il pas mieux se concentrer sur des négligences qui seraient volontaires ? Car ces mêmes services de sécurité savent aussi se montrer parfaitement efficaces suivant les impératifs politiques qu'on leur assigne.

Résumons. Sur le moment, d'abord. Des jeunes nombreux, venus des quatre coins du pays porter des médicaments, des habits, des jouets à l'attention des derniers habitants d'une ville-martyre. Des policiers clairsemés, paraissant désœuvrés, s'étant dispensés de former un cordon autour du lieu de rassemblement. Puis, l'explosion, l'horreur. Plusieurs mois plus tard, où en sommes-nous dans l'enquête ? Dès le lendemain de l'attentat, le nom, la provenance, l'histoire du jeune terroriste suicidaire sont rendus publics : Şeyh Abdurrahman Alagöz, vingt ans, originaire d'Adiyaman où il poursuivait des études d'ingénieur, aurait subi l'influence de son frère aîné, radicalisé de longue date et entré depuis en clandestinité, Yunus Emre, qu'il aurait accompagné combattre en Syrie en 2014. C'est tout. Rien sur le mode opératoire ni même sur les commanditaires.

Il apparaît que le kamikaze de l'attentat survenu à Diyarbakir le 5 juin lors d'un rassemblement du parti pro-Kurde, le HDP, était lui

aussi d'Adiyaman et proche des frères Alagöz, que le principal kamikaze de l'attentat commis à Ankara le 10 octobre n'était autre que Yunus, que son complice, Ömer Deniz Dunder, était pareillement d'Adiyaman et que tous deux avaient pris pour cible une manifestation placée là encore sous l'égide de syndicats et d'organisations de la société civile. Il ressort que tous ces apprentis terroristes avaient été identifiés par le MIT, les services de renseignements turcs, lequel avait failli à sa mission en ignorant de surcroît les cris d'alarme de leurs familles, pourtant largement relayés par la presse.

Rien de plus que cet inquiétant écueil, donc. Pour le reste, le silence demeure. Or, l'État islamique revendique toujours orgueilleusement les attentats qu'il commet ou qu'il commande. Pour autant, aucun de ces attentats attribués à Da'ech n'a pas été réclamé par l'organisation terroriste. L'hypothèse d'une punition de la Turquie pour avoir rejoint la coalition internationale contre l'État islamique a été avancée comme un mobile possible. J'ai quant à moi du mal à constater dans cette suite d'attentats une logique terroriste autonome propre à Da'ech. J'y perçois plutôt un cadeau fait au régime d'Ankara.

Car, cet été, seule certitude chronologique, le calendrier des violences terroristes s'est calqué sur l'agenda des élections législatives, selon les scrutins consécutifs du 7 juin et du 1^{er} novembre. Seul résultat politique, l'AKP a eu l'opportunité de se servir par trois fois de la terreur en actes et de l'appréhension du chaos par l'opinion : l'attentat de Diyarbakir le 5 juin voulant entraîner une réponse violente de la part Kurdes – ce qu'ils n'ont pas fait – n'a pas empêché, deux jours après, le HDP de réaliser un score significatif ; l'attentat du 20 juillet à Suruç a préparé le

terrain psychologique pour une reprise de la guerre contre le PKK ; l'attentat du 10 octobre à Ankara a précipité le réflexe de peur, de repli et de conservatisme des couches populaires déjà fortement ébranlées. Les enquêtes des instituts de sondage ne laissent guère de doute.

Néanmoins, ces attentats n'écartent pas le spectre du chaos qui peut étendre son ombre sur l'Anatolie. Il y avait bien eu des Turcs pour partir se battre en Afghanistan dans les années 1980, en Bosnie dans les années 1990, mais la mutation à laquelle on assiste aujourd'hui, à simplement regarder les vidéos des « martyrs moudjahidines » en Irak et en Syrie, est sans précédent. Des centaines de citoyens turcs se battent dans les rangs de Da'ech. C'est inquiétant et ce ne sont pas les seuls à avoir rallié le djihadisme. D'autres Turcs figurent dans les rangs d'Al-Nosra ou dans lesdites « Brigades turkmènes » soutenues et équipées par Ankara dans leur lutte contre Assad, de la même façon que l'on voit des Kurdes islamistes combattre l'YPG, l'Unité de protection du peuple, la branche armée et syrienne du PYD, elle-même proche du PKK.

Aussi Suruç a-t-il provoqué un trouble immense doublé d'une subite prise de conscience. Pour trouver un attentat aussi meurtrier, il faut remonter aux 53 victimes de Reyhanli, dans le Hatay, près de la frontière syrienne, le 11 mai 2013. Un attentat dont on ne sait cette fois absolument rien, à tout le moins officiellement. Il faut se satisfaire d'apprendre que « 53 citoyens sunnites ont été martyrisés » selon la formule même d'Erdoğan, opérant ainsi pour la première fois une distinction confessionnelle entre les musulmans sunnites et les « autres » citoyens turcs qui est le meilleur indice de son sectarisme religieux.

Sectarisme pour sectarisme, à Istanbul, la propagande de Da'ech a pu librement se déployer jusqu'à l'été 2015. Alors qu'ils traînaient des pieds depuis la prise de Mossoul en juin 2014, les duettistes que forment Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, le président de la République et son Premier ministre, par ailleurs ancien ministre des Affaires étrangères, ont été alors obligés de faire semblant de mettre un terme à cette ambiguïté. En juillet, la Turquie a officiellement adhéré à la coalition internationale emmenée par les États-Unis contre l'État islamique, mais comme à reculons, en se contentant d'accueillir les chasseurs de l'US Air Force sur ses bases aériennes. Car, contrairement aux affirmations de la propagande officielle, dans la campagne militaire engagée à partir du 24 juillet 2015, ce n'est pas Da'ech, mais le PKK qui a été pris pour cible et bombardé dans son sanctuaire et refuge montagneux à la confluence de l'est de la Turquie et du nord de l'Irak.

En mesurant mon tweet à un tel désastre, je ne peux éprouver aucun regret. Il faut tenir, je l'ai dit, responsable de ces dizaines de morts, l'implication qu'ils ont choisi d'avoir en Syrie. Politiquement et diplomatiquement parlant, l'appel téléphonique du président Hollande s'en trouve être une farce ridicule. En tant que journaliste international, je l'ai jugé sinistre ; en tant que citoyen turc, j'ai éprouvé de la honte.

L'autoroute du djihad

Admettons que l'attentat de Suruç ait été commis par l'État islamique, la cause n'en reste pas moins la politique syrienne qu'a promue le duo Erdoğan-Davutoğlu. Elle a consisté, dès 2011, en la volonté acharnée de renverser le régime d'un pays voisin pour le remplacer par des forces considérées comme « amies », c'est-à-dire islamistes et issues des frères musulmans selon le scénario alors en vogue en Égypte. À suivre cette vision simpliste, ces réprouvés d'hier n'avaient plus qu'à prendre le pouvoir à Damas, une fois Bachar el-Assad renversé. C'était méconnaître la Syrie, voire ignorer les plus élémentaires réalités de ce pays. C'était s'aveugler sur une martingale faussement géniale inspirée par une ambition néo-ottomane. C'était vouer la Turquie, trop limitrophe des combats pour prendre de tels risques démesurés, à être happée à son tour dans la spirale de la guerre.

Au contraire de la sagesse, Ankara s'est engagé dès le début par un soutien actif de l'opposition en envoyant des armes et en transformant la région frontalière en une zone arrière pour abriter l'État-Major de l'Armée Syrienne Libre. En quelques mois, la

Turquie est devenue ainsi une autoroute djihadiste, un pays ouvert peut-être aux réfugiés, plus sûrement encore aux combattants novices ou aguerris de toutes origines et de toutes langues, affluant depuis l'Europe, le Maghreb et le Caucase vers un « Mad Max djihadiste », comme je l'ai écrit dans l'un de mes articles.

Combien de fois la scène s'est répétée de voir arriver sans aucune discrétion des groupes de « touristes », parfois habillés en *battle-dress*, arrivant en avion à Istanbul et au Hatay, l'ancien Sandjak d'Alexandrette, pour contacter leurs passeurs avant de traverser la frontière vers la Syrie. Pendant quatre ans, de 2011 à l'été 2015, il n'y a eu aucune volonté évidente d'entraver la circulation sur cette autoroute ; une autoroute d'ailleurs à deux sens puisque s'ils vont en Syrie se battre, ils en reviennent aussi pour se faire soigner. Dès lors que tout a semblé bon pour accélérer la chute du baasisme à Damas et que le prix en a été l'effacement délibéré de la frontière avec la Syrie, il est normal que le conflit ait connu une extension endémique.

Faisons le compte. Que ce serait-il passé si la Turquie n'avait pas joué avec le feu, en voulant instrumentaliser les djihadistes ? Est-ce qu'Al-Qaida-en-Irak aurait pu se transformer si aisément en État islamique en Irak et au Levant ? Est-ce que l'État islamique aurait pu devenir une organisation transfrontalière et régionale en si peu de temps ? Est-ce que Da'ech aurait pu se montrer si fort et aller si vite en Syrie en s'y implantant si durablement ? Est-ce que Da'ech aurait pu prendre Mossoul et menacer Erbil et Bagdad sans la profondeur stratégique acquise en Syrie ? Est-ce que Da'ech, enfin, grimé en Califat, aurait pu s'internationaliser si systématiquement, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, mais aussi en Europe ? Disons-le clairement : rien de tout cela n'aurait

été possible sans le laisser-faire intéressé de la Turquie ; sans sa mise à disposition, en échange d'une entente illusoire, des ressources de ses territoires, de ses réseaux, de ses structures. La vérité est qu'Ankara a offert à l'État islamique son seul accès au monde extérieur.

Que n'aura-t-on entendu ! Au début du conflit, afin de minimiser les enjeux et de gommer les extrêmes, Davutoğlu nous a infligé que les djihadistes ne seraient jamais que « des hommes en colère ». L'artifice de cette formule mensongère montre l'étendue du cynisme à l'œuvre et l'absence d'états d'âme quant aux moyens employés pour abattre Assad. Davutoğlu a également déclaré qu'il rêvait désormais de se rendre à Damas pour prier dans la Grande Mosquée des Omeyyades ! L'idée était que, une fois le régime baasiste tombé, il ne resterait qu'à éliminer ces encombrants alliés pour soutenir ensuite un régime à leur solde. Une logique simple, de double nettoyage, coup sur coup. Une logique cependant irrationnelle car il n'y a jamais eu, jusqu'à aujourd'hui et c'est bien là tout le problème, d'alternative crédible au pouvoir en place à Damas. Une logique néanmoins irréaliste, car tous les acteurs concernés en ont été condamnés à adopter une attitude maximale de survie. Le régime syrien décidé à résister n'a pu que répondre lourdement à cette menace.

Au début, comment a-t-on pu imaginer que la solution pourrait passer par les djihadistes, incapables de gouverner autrement que par la terreur ? Damas n'étant pas tombée, comme prévu, dans les trois premiers mois de l'insurrection, il a découlé de cette équation mortifère des dizaines de milliers de victimes et des millions de réfugiés. Enfin, comment Ankara n'a-t-elle pas pressenti que sa politique étrangère allait transformer Daech en une menace

mondiale ? Tel est le bilan de cette opération « portes ouvertes », reposant sur la négation de la souveraineté d'un pays voisin et sur la négation de la frontière au vu d'intérêts à très court terme. L'Histoire saura juger les coupables.

Cette politique d'ingérence afin de précipiter un régime au mépris de la primauté des États constitue une rupture grave dans la doctrine diplomatique jusque-là constante de la Turquie. Pendant la Guerre froide, la ligne fondamentale de la chancellerie était de ne pas s'impliquer dans les conflits du monde arabe, comme pendant la guerre du Liban par exemple, et par-delà, régionaux. Cette sorte de neutralité active a aussi été de mise lors de la guerre Irak-Iran qui montre ce qu'était alors l'attachement d'Ankara à maintenir des liens avec tous les belligérants en présence. Le commerce transfrontalier a continué, de même que les échanges administratifs ou techniques avec Bagdad et avec Téhéran. La Turquie était dans l'équilibre. Depuis l'affaire de Syrie, elle se conduit aux antipodes.

Pour mieux saisir cette rupture, il faut remonter plus avant, au moment où Erdoğan a commencé à se prévaloir d'une politique anti-israélienne affirmée afin de tenter de s'emparer du *leadership* alors vacant sur le monde musulman. Dès 2006 et la victoire électorale du Hamas dans la bande de Gaza, Khalid al-Mashal, le chef politique du mouvement islamiste palestinien, alors exilé à Damas, est invité à Ankara. Cette entaille marque le début d'une déchirure grandissante. En 2009, après de sévères critiques sur l'opération « Plomb durci » de l'armée israélienne à Gaza, survient l'incident de Davos qui voit Erdoğan claquer la porte devant un parterre international, sur la question palestinienne, à l'occasion d'un débat avec Shimon Pérès. En 2010, suit l'incident du Mavi Marmara, un bateau turc qui projette de briser le blocus frappant là

encore Gaza et qui sera arraisonné par les forces spéciales israéliennes dans les eaux internationales. Ainsi, pour gagner la rue arabe, Erdoğan n'hésite pas à entrer en conflit ouvert avec Israël. La manœuvre est grave.

La Turquie a été en effet, dès 1949, la première nation musulmane à reconnaître l'existence d'Israël sans jamais cesser, également depuis 1949, de promouvoir l'existence de la Palestine. Plusieurs fois, elle a réduit le volume de ses relations diplomatiques avec Israël en raison d'indéniables tensions politiques mais sans jamais se résoudre à abolir les premières au nom des secondes. Il en est allé ainsi après la guerre des Six Jours, après la proclamation de Jérusalem comme capitale indivisible et éternelle de l'État hébreu, après la multiplication des colonies de peuplement en Cisjordanie où la Turquie a su prendre chaque fois une position pro-palestinienne sans devenir anti-israélienne. Avec Erdoğan, après l'incident de Davos, la Turquie a sacrifié sa relation privilégiée avec Israël en estimant qu'elle pourrait de la sorte obtenir un statut d'exception au Moyen-Orient et s'y affirmer comme une puissance dominante afin de déterminer le jeu des autres acteurs.

On sait aujourd'hui le prix de ce faux calcul. À dire vrai, Erdoğan s'y sent encouragé par l'absence de direction au sein du monde arabe, singulièrement au regard de la Palestine, mais aussi par la doctrine d'influence édifiée par Davutoğlu, son conseiller diplomatique puis ministre des Affaires étrangères, dans l'ouvrage théorique à valeur programmatique *Profondeur stratégique* – paru en 2001 – où l'on trouvera une défense et illustration sans le nommer du néo-ottomanisme, c'est-à-dire d'une extension de l'islamisme politique, dit « modéré », tel qu'il a été implémenté en

Turquie vers les pays de Méditerranée orientale. Mais le résultat de cette dérive est que la Turquie, en abandonnant le principe laïque qui a constitué sa politique étrangère, se projette toujours plus comme une puissance de l'axe sunnite face au croissant chiite dans la grande division sectaire, la guerre des confessions qui est aussi une guerre dévorant le monde musulman.

Cette ambition se réalise lorsque débutent les Printemps arabes dans lesquels l'exécutif turc veut voir dans ces révoltes populaires une double confirmation : celle que les gouvernements régissant la Tunisie, la Lybie, la Syrie, l'Égypte, et même la Jordanie sont illégitimes ; d'autre part, selon leur point de vue, « l'islamo-conservatisme » fait figure de précurseur et d'exemple contre les anciennes oligarchies. Aussi, l'AKP va-t-il soutenir les partis islamistes de manière systématique, en les encadrant de moyens financiers, de conseils politiques, de cours de communication et de leçons d'électoratisme.

Les Occidentaux n'y voient que du feu. Ils pensent avoir trouvé dans l'AKP un modèle de démocratie-musulmane exportable alors que l'AKP vise à diffuser une méthode de prise de pouvoir islamique sous couvert de rhétorique de démocratie auprès des mouvements fondamentalistes ascendants qui sont reçus les uns après les autres à Ankara. Quel est à ce moment le rêve d'Erdoğan ? Sinon forger à partir du chaos arabe une Méditerranée orientale dominée par les Frères musulmans et qu'il lui reviendrait, à lui, le plus puissant, le plus fortuné et le plus expérimenté d'entre eux, de guider.

Ce ne seront ni Washington, ni Paris qui stopperont cette aspiration à la suprématie théologico-politique. Mais Le Caire, avec le coup d'État du général Sissi.

Guerre sur mesure

Les élections du 1^{er} novembre 2015 ont remis en selle le parti d'Erdoğan, c'est-à-dire avant tout et principalement sa propre personne car nul ne saurait sérieusement douter qu'il puisse ne pas être derrière la moindre orientation ou décision que feignent de prendre le mouvement et le gouvernement. Le résultat des urnes ne souffre d'aucune ambiguïté. Même si, à la marge, des irrégularités ont pu être constatées, le fait est qu'en cinq mois l'AKP est passé de 40,8 à 49,5 % des votes, retrouvant quasiment le score historique qui fut le sien en 2011. Or, ce bond dans le nombre de voix recueillies, en proportion mais aussi en brut, ne s'explique pas par la seule impuissance de l'opposition à se constituer en force d'alternance. Héritier de la politique volontariste de modernisation qui est à la source de la Turquie contemporaine et qu'a imposée son fondateur, Mustapha Kemal Atatürk, à partir de 1923, le CHP, le Parti républicain du peuple arrive régulièrement en seconde position, mais peine à rassembler au-delà de son socle électoral qui s'établit à l'entour de 25 %. Aussi, si l'on veut comprendre les raisons véritables du succès considérable qu'a enregistré l'AKP,

faut-il comparer les deux Turquie qui se préparent à voter le 7 juin et le 1^{er} novembre 2015, car si la crise est chaque fois de mise, elle change de nature entre le printemps et l'automne.

À la veille du premier scrutin, la situation économiquement dégradée du pays, due au net ralentissement d'une croissance jusque-là soutenue, représente le souci prioritaire de l'opinion et le critère majeur des électeurs. L'AKP, au pouvoir depuis plus d'une décennie, sent passer le vent du boulet : demeuré en tête par le nombre de voix, le parti islamiste n'en perd pas moins la majorité absolue qu'il détenait depuis 2011 à l'Assemblée nationale. La grande surprise du 7 juin est la percée du HDP, progressiste et pro-Kurde qui, avec 13 % des voix, surmonte le barrage imposé par la loi électorale et fait une entrée fracassante au Parlement puisqu'étant en capacité de constituer un groupe. Il deviendra ensuite la cible des attaques obsessionnelles d'Erdoğan et le jouet de ses manœuvres machiavéliennes.

Or le 1^{er} novembre, le danger a changé de visage. À la débâcle sur le front de l'économie s'est substitué l'épouvantail morbide de la guerre totale. C'est le triomphe d'une ingénierie politique par l'utilisation de la guerre. Quatre jours après l'attentat de Suroç, Erdoğan a en effet sciemment choisi de relancer le conflit entre Ankara et le PKK, entre les troupes gouvernementales et les forces armées de la rébellion kurde, appelées officiellement « terroriste ». Les affrontements sanglants qui vont s'ensuivre sont le résultat de cette stratégie de tension ultime.

Est-ce que le pouvoir peut se targuer d'avoir entre-temps réglé un dossier important ? Non. Les problèmes structurels se sont mêmes renforcés. C'est l'insécurité qui a triomphé. Les deux électeurs sur dix de l'AKP qui s'en étaient éloignés sont revenus

faire bloc autour du régime, surtout dans l'Est anatolien où ce dernier et le HDP se disputent l'électorat kurde pieux et conservateur. Le pompier pyromane qu'est Erdoğan a réussi à les convaincre que la guerre était le fait du seul PKK et que lui-même est le seul, donc, à pouvoir l'écraser. Pour autant le conflit était-il fatal, le PKK une menace imminente et la sûreté nationale en péril mortel ? La réponse, là encore, est non. Mi 2015, cela fait deux ans et demi qu'un complet cessez-le-feu est respecté. Mieux, les neuf campagnes électorales qui se sont succédé depuis 2002 et la prise de pouvoir de l'AKP ont toujours bénéficié d'une suspension mutuelle, au moins tacite, des hostilités au nom du respect de la liberté et de la sécurité électorale ! Toutes ces fois précédentes, Erdoğan, pour remplir les urnes, devait écarter la guerre. Cette fois-ci, Erdoğan, pour arracher l'élection, doit agiter la peur. De fait, l'état de guerre dans lequel est plongé le pays depuis juillet 2015 montre l'état de déclin dans lequel s'abîme le régime.

Était-il, par exemple, proportionné que l'armée de l'air réplique aux assassinats de deux policiers revendiqués par la cellule du PKK de Ceylanpınar – un prétexte utilisé pour déclencher les hostilités – en bombardant intensivement et trois jours durant le centre militaire du PKK en Irak du Nord ? Ce dernier a bien entendu riposté avec enthousiasme au cours des semaines suivantes en tuant des dizaines de soldats et de policiers dans l'Est du pays. Était-il imprévisible que la manipulation de l'émotion populaire ne conduise, en réaction, à des exactions contre les Kurdes dans l'Ouest du pays, au prix de personnes molestées et de magasins pillés, même à Ankara où le quartier général du HDP a été incendié sous les yeux de la police ? Définitivement, la réponse à ces questions est également non. Je pense que ces attaques, donnant

l'impression que la Turquie glissait vers une guerre civile, ont été organisées d'une manière centralisée et concertée puisqu'elles ont cessé d'un seul coup.

Le caractère programmé de cette spirale de violence ne fait guère de doute. Par l'amplitude d'abord : depuis la « déclaration de guerre » au PKK du 24 juillet 2015 jusqu'à fin décembre 2015, selon l'IHD, İnsan Hakları Derneği, l'une des principales associations turques de défense des Droits de l'Homme, ce sont 523 personnes qui ont trouvé la mort sur le sol turc, 195 militants du PKK, 171 soldats ou policiers, 157 civils, ces chiffres n'incluant pas les pertes causées par des bombardements dans le Kurdistan irakien. La finalité de ces violences précédant l'élection du 1^{er} novembre n'est-elle pas de diaboliser le HDP – identifié avec le terrorisme du PKK – pour que ce parti ne dépasse pas le seuil électoral de 10 % et soit donc exclu du jeu démocratique ? Autrement dit, de désigner à la vindicte populaire Selahattin Demirtaş, le jeune et brillant leader de l'HDP comme un terroriste lui-même, afin précisément de dispenser Erdoğan d'avoir à consulter le peuple au cours d'un éventuel référendum en vue de réviser la constitution censée lui tailler des habits d'hyperprésident.

La démocratie confisquée

Selahattin Demirtaş ? Voilà une personnalité politique qui a tourné à la figure charismatique lors de la campagne présidentielle de 2014. Ne déclare-t-il pas se vouloir la voix de toutes celles et de tous ceux qui se sentent opprimés ou malheureux dans la Turquie d'aujourd'hui ? Il s'adresse par-delà les seuls Kurdes à tous les électeurs du pays qui sont attachés à la laïcité, au respect des droits fondamentaux et à l'égalité hommes-femmes. Surtout, le HDP s'inscrit vigoureusement contre la transformation du système parlementaire en système présidentiel tel qu'il est voulu par Erdoğan depuis plusieurs années : « Nous ne te ferons pas président ! » lui lance Demirtaş. Ne s'est-il pas imposé, du haut de ses 42 ans, comme le seul représentant de l'opposition à pouvoir tenir tête et à se confronter avec Erdoğan ? Excellent tribun, il arrive à le mater par le verbe, maniant avec talent la joute oratoire.

Aussi aura-t-on vu pour la première fois dans l'histoire de la Turquie et de manière répétée, lors de chacune des trois dernières élections, des non-kurdes voter, à l'échelle nationale, pour un chef politique affichant clairement son origine et son identité kurde !

Mieux, dans leur grande majorité, ces électeurs-là ont continué d'apporter leurs voix au HDP sans beaucoup varier entre le scrutin du 7 juin et celui du 1^{er} novembre. Ce sont les Kurdes dévots qui ont fait défaut, en se reportant soudainement du HDP sur l'AKP. Ils l'ont fait soit par effet de menace social, comme les autres membres des classes moyennes, terrifiés par le désastre potentiel d'une guérilla urbaine, soit selon une logique de liens tribaux et d'intérêts ordonnés à l'appartenance à des clans avec lesquels l'AKP a négocié directement, en échange de contreparties qui restent pour l'heure méconnues. La farouche résistance du PKK dans les villes a augmenté l'inquiétude générale. Les images des accrochages, des cercueils, des membres des forces de l'ordre, des « martyrs » selon le vocabulaire établi, arrivant du Sud-Est, emplissant les médias à la botte du régime, ont aussi eu leur effet. Jouant à plein de son discours sécuritaire, l'AKP a aussi pris des voix au MHP, le parti d'extrême droite, dont les dirigeants refusent par ailleurs de s'asseoir à la même table que ceux du HDP.

On ne peut en effet omettre la faillite de l'ensemble des autres partis, rivaux de l'AKP, qui ont failli au devoir historique de coopérer entre eux afin de débarrasser le pays de cette autocratie en marche. L'AKP a utilisé, comme à l'habitude, les faiblesses d'une opposition incapable de se rassembler pour le bien commun, ni même de s'entendre pour une coalition de gouvernement comme ils en ont eu l'opportunité après le scrutin du 7 juin. La peur du chaos et la division ont été en fait les grandes gagnantes de ces élections provoquées par les méthodes illégitimes du vainqueur.

Dans une démocratie achevée, en cas de péril majeur, les principaux partis forment une coalition et gouvernent le pays de conserve, en cherchant à alléger les tensions idéologiques, à

combler les failles politiques, à réduire les écarts sociaux et économiques. En Turquie, il pourrait en aller de la sorte pour l'AKP et le CHP. Mais pareille hypothèse est inconcevable dans la réalité. Pour Erdoğan, partager le pouvoir reviendrait à perdre le pouvoir. Ce serait, à ses yeux, le début de la fin. Et, à dire vrai, il n'a pas totalement tort de voir les choses ainsi.

Dans un pays où la presse serait libre, où le parlement serait actif, où la justice serait indépendante, Erdoğan ne pourrait pas aussi facilement se maintenir à la tête de l'exécutif. Les graves affaires de corruption qui valent à son entourage, depuis 2013, diverses enquêtes aboutiraient enfin devant les tribunaux. Lui-même risquerait alors de devoir répondre de ses proches face aux magistrats. Erdoğan, nul ne le sait mieux que lui, est condamné à s'agripper au pouvoir. Tant pis si l'État de droit, les libertés individuelles, la laïcité payent le prix de cet acharnement.

Confisquer de la démocratie ne vaut cependant que comme prélude, je l'ai dit, à l'ambition affichée qui serait d'obtenir du parlement les pleins pouvoirs. Or, en Turquie, les prérogatives du président sont déjà grandes puisqu'elles ont été fixées, dans la suite du coup d'État de 1980, à l'usage du patron de la junte d'alors, le général Kenan Evren qui devint le premier président de l'après putsch. Pour moi, un tel système présidentiel ne serait qu'une forme de dictature constitutionnelle, celle d'un leader islamiste jouissant d'un puissant mouvement à ses ordres et d'un fort soutien populaire.

Les espoirs perdus

Le spectre de la guerre à l'intérieur contre les Kurdes, l'ombre de la guerre à la frontière contre l'État islamique, le fantôme de la menace russe : les dangers se conjuguent et s'accumulent. Ils montrent combien les jeux politiques et géopolitiques de Recep Tayyip Erdoğan sont périlleux. La division de l'opposition, la marginalisation des exclus – économiques, politiques et moraux, comme les Alévis –, la détérioration de la croissance, la dépendance gazière à l'égard de Moscou et, plus généralement, la dégradation d'une économie de moyenne technologie ajoutent à la noirceur du tableau. La conjugaison aggravée de ces facteurs expose ce régime politique au démantèlement, sinon la Turquie à l'implosion. Or cette faillite spectaculaire, qui emporte avec elle un pays qui constituait un modèle de modernité et de citoyenneté au sein de la région, c'est celle de l'islam politique.

En un peu plus d'une décennie, la Turquie ayant eu une chance de devenir une république pluraliste et inclusive est devenue le pays souterrain de la polarisation communautaire. Au début, le marché a eu beau saluer l'arrivée au pouvoir de l'AKP comme un facteur

présupposé de stabilité politique – qui a duré sans être questionné de 2002 jusqu'à la provocation de Davos en 2009 –, c'est aussi le couperet de l'exclusion qui a continué à fonctionner d'une manière sans précédents. Les Alévis, par exemple, une minorité confessionnelle issue de l'islam non sunnite attachée au sécularisme, qui sont peut-être 15 % de la population en Turquie, ne sont jamais que la partie émergée des exclus et c'est quotidiennement que les laïques d'origine sunnite appartenant à la classe moyenne se confrontent à l'ostracisme de la nouvelle élite islamiste promue par le pouvoir. Depuis, le marché a beau se féliciter de la prétendue dynamique économique de « l'islamo-conservatisme », c'est la logique de l'oligarchie qui a prévalu : la corruption n'étant que le symptôme visible de la captation d'une économie de commandes publiques opérée par la nouvelle classe affairiste qui agit avec l'aval et l'arbitrage d'Erdoğan.

Les Occidentaux, qui ont longtemps voulu se contenter d'un attentisme frôlant l'indifférence ne peuvent plus nier ce bilan consternant. Ils consentent cependant à faire leur deuil des aspects perdus de la Turquie d'hier, de sa politique extérieure considérant le droit international et collaborant avec ses organismes, exécutée par un ministère des affaires étrangères formé à l'école de l'histoire, malheureusement purgé depuis. Ils préfèrent néanmoins se montrer dubitatifs quant au caractère pourtant inexorable de l'engrenage dans lequel les entraînent Erdoğan. Il est indéniable que la Turquie s'éloigne de l'Occident et des valeurs sur lesquelles a été engagée, par exemple, l'adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, l'OTAN, dont la Turquie est membre depuis 1952. Une alliance de sécurité ayant aussi un volet politique, souvent oublié, qui ne peut être géré sans le respect des idées

communes de liberté et de démocratie. Avec l'éloignement actuel de mon pays, les tensions sismiques risquent de s'accroître.

Les Européens ne font pas mieux que les Américains, en dépit d'une proximité bien plus réelle. Mais il est vrai aussi que, désormais, la sincérité de l'aspiration de la Turquie gouvernée par l'AKP à entrer dans l'Union peut être légitimement mise en doute. Sans mentionner la question dirimante que constitue Chypre, ni Erdoğan, ni l'AKP ne peuvent vouloir des critères de bonne gouvernance que réclame Bruxelles, qu'il s'agisse des droits de l'Homme et de la transparence des appels d'offres. Or la perspective de l'Europe, aux yeux d'un citoyen turc, représente avant tout la croissance économique et la libre circulation, tandis que pour moi, elle est surtout synonyme d'une démocratie équilibrée sans laquelle il ne saurait y avoir de prospérité durable. Cela même que le régime est en train de les rendre impossible, dans une sorte de marche opposée à la société ouverte. Que ce hiatus ne finisse pas par tourner à la déchirure, voilà qui serait étonnant !

Récapitulons. Soumise à l'emprise de l'AKP qui la détourne de sa vocation laïque, la Turquie subit la radicalisation de l'islamisme à l'intérieur et promeut le sectarisme sunnite à l'extérieur. Dépourvue de ressources naturelles qui, à la différence de la Russie ou de l'Iran, lui permettraient de monnayer à la fois contentement populaire et intérêts internationaux, il lui faudrait innover politiquement et économiquement. Au lieu de quoi, elle régresse. Seule une Turquie cherchant la stabilité par la démocratie peut apporter quelque chose à l'Europe. J'en suis persuadé depuis le début.

La question est bien de savoir si la Turquie n'a pas déjà perdu sa

qualité de candidat à l'Union européenne. L'évidence est que sans cet impératif, le pays peut avoir une capacité de nuisance comme nous le voyons avec la crise des réfugiés par exemple, liée à la seule politique syrienne d'Erdoğan, en contradiction avec une souhaitable perspective d'adhésion. De même, la crise avec Moscou sur la Syrie a pu complaire sur le moment à Washington, mais certainement pas une escalade qui mènerait à un conflit ouvert. La politique syrienne d'Ankara, version AKP, n'est qu'une prolongation de la politique intérieure qui vise à transformer profondément notre culture politique.

On voit ainsi la Turquie s'abandonner à l'attraction de l'Arabie saoudite et du Qatar, pour le financement du régime et les investissements extérieurs dont notre économie a besoin pour diminuer son déficit commercial. Nous sommes à un tournant historique.

Manif contre manip

Erdoğan et l'AKP verrouillant le pays, ses institutions, ses médias, ses corps intermédiaires, il ne reste que la rue comme lieu d'expression possible, l'opposition parlementaire n'ayant pas réussi à porter la voix de cette contestation populaire. Au printemps 2013, les manifestations autour du parc Gezi et de la place Taksim, à Istanbul, ont aggloméré un véritable mouvement de révolte. Une insurrection qui a de fait, et vite, gagné les Turcs dans leur diversité, comme dans l'ensemble du pays. Une mobilisation d'abord sociopolitique, bientôt libertaire, qui a été réprimée avec violence.

Souvenons-nous. Il s'est agi bel et bien d'une révolte anti-Erdoğan. Une révolte qui a commencé autour d'une question d'arbres, d'un souci écologique et du civisme d'une minorité de Stambouliotes refusant la négation de leurs droits sur leur ville et son urbanisme. Une révolte qui a réuni des centaines de milliers de manifestants dans toutes les grandes villes, à commencer par Ankara, mais aussi Bursa, Izmir, Adana, Edirne et même Trabzon et Konya, des villes au vote conservateur. Une révolte qui a consisté

en l'explosion d'une colère trop longtemps accumulée.

Recep Tayyip Erdoğan a payé au début pour son mépris des Stambouliotes. Parce qu'il a été leur maire de 1994 à 1998 – élu avec seulement 25 % des voix –, parce qu'il continue à les gouverner en sous-main depuis son bureau d'Ankara, il a cru pouvoir décider de l'éradication symbolique de Gezi et Taksim, ces hauts-lieux culturels et ces propriétés morales de la mouvance républicaine et des syndicats ouvriers. Historiquement parlant, il y a eu 32 morts en 1977 lors des manifestations du 1^{er} mai, un massacre toujours non élucidé, un souvenir qui a laissé une empreinte profonde.

Taksim est le cœur vivant, nuit comme jour, de la cité-reine. Elle est aussi un centre de la vie nationale, modelée par l'histoire des luttes d'émancipation politique. Elle garde la tentation de l'art avec le seul opéra d'Istanbul, fermé par l'actuel gouvernement, le monument commémorant la proclamation de la République, le goût de la vie nocturne avec les *meyhane*, les « cambuses à vin », les bistrots de raki et mezzés. Taksim n'est pas vraiment belle, mais c'est une véritable légende dont les héros sont les passants. En s'asseyant à l'un de ses cafés, on dit que si l'on cherche un ami, il passera devant vous.

Revenons à la fin mai 2013. Erdoğan veut ériger en lieu et place du parc de Gezi une réplique de caserne ottomane qui avait été le dernier lieu de résistance de la réaction conservatrice en faveur du sultan Abdülhamid II, en 1909, contre le réformisme et le constitutionnalisme des Jeunes-Turcs. Le putsch avorté, le bâtiment était resté endommagé avant d'être transformé en stade en 1921, puis rasé en 1944 pour être remplacé par le parc que nous connaissons aujourd'hui. C'est donc une guerre des symboles

qu'entame le pouvoir par un acte de restauration, au sens proprement politique du terme. En faveur des islamistes et en défaveur des républicains. De surcroît, ladite réplique de la caserne est censée abriter un centre commercial, preuve s'il en était besoin de la mentalité mercantile et consumériste de la clique régnante ! Il s'agit purement et simplement de la privatisation marchande du domaine public.

C'est l'acmé d'un *Kulturkampf* engagé depuis une décennie dont les ressorts sont, pêle-mêle, l'interdiction des terrasses à défaut de pouvoir prohiber la consommation d'alcool, des défilés du 1^{er} mai pour qu'ils ne tournent pas en une vaste manifestation à date fixe contre le gouvernement, des discours dissidents car ils n'acceptent pas la moindre critique, sans oublier les vexations envers les femmes jugées trop libres. En fait, il s'agit bien de la poursuite d'une guerre civile, quoique sans que l'on recoure aux armes, du moins dans l'instant. Face à la brutalité de la police voulant déloger une centaine de militants écologistes, en quelques heures, des milliers de Stambouliotes descendent dans la rue. Quelques jours plus tard, ils sont des dizaines, puis des centaines de milliers à manifester dans tout le pays. Au total, selon les chiffres mêmes de la police, plus de 3,5 millions de citoyens se rassembleront dans 78 des 81 provinces que compte la Turquie.

Dans les allées du parc Gezi, je croise des jeunes de la génération Y, autant de filles que de garçons, partageant bouquins politiques, canettes de bière et baisers « impudiques », vite rejoints en renforts par les vétérans des causes traditionnelles, kémalistes, nationalistes, socialistes, syndicalistes, anarchistes, les militants des nouvelles formes d'engagement, médecins volontaires, athéistes, féministes, écologistes, LGBT, les membres des

associations culturelles ou culturelles, Alévis, Kurdes avec le drapeau d'Öcalan, musulmans-anticapitalistes, ou encore musiciens, groupes de pantomime, et surtout des associations de supporters de football, dont les plus impliquées furent celles des équipes stambouliotes de Beşiktaş et de Fenerbahçe. À la manière d'un barrage qui aurait craqué sous le poids des humiliations, il semble que les barrières des préjugés ne tiennent plus face à la communion dans la colère. Que les tentes dressées dans l'enceinte du parc de Gezi raniment l'unité d'opinions très différentes qui n'avaient jamais, dans toute l'histoire turque, manifesté ensemble auparavant, autour de valeurs communes et d'une coexistence pacifique. Autant d'idées qui sont un anathème contre l'AKP.

Quel choc terrible pour Erdoğan ! Du jamais vu. Un raz-de-marée contestataire, populaire, spontané. Une machine étatique enrayée, hésitante, impuissante à endiguer les flots. Un gouvernement et un parti perplexe ne sachant comment réagir. Au sein même de l'AKP, des voix modérées s'élèvent contre les faucons acquis à la ligne intransigeante de leur leader suprême. Abdullah Gül, alors président de la République, Bülent Arınç, alors vice-Premier ministre, cherchent à comprendre les motifs de la révolte. Elle n'a ni meneur, ni idéologie et se résume à une simple demande : *Bana Karışma*, « Ne te mêle pas de ma vie ! » Une révolte qui ne se déclare pas explicitement européenne mais qui s'en rapproche par une aspiration partagée à plus de droit, de liberté individuelle et d'une maîtrise de sa destinée. Je suis certain que ces idées n'auraient pas pu s'exprimer ainsi au grand jour si la perspective d'adhésion à l'Union européenne n'avait pas permis d'accompagner ce changement. Au début de son premier mandat, Erdoğan avait fait semblant de soutenir l'idée européenne afin de

prouver sa légitimité auprès de la communauté internationale.

Manif contre manip, le sourire est de mise. Dès le 1^{er} juin, les murs du centre-ville autour de Taksim sont couverts de graffitis qui expriment une haine personnelle contre le Premier ministre d'alors, une détestation, une répugnance absolue. Une hostilité que confortent inévitablement les 8 morts et les milliers de blessés et d'interpellés au cours de ce printemps turc. Trois ans après les événements de Gezi, je constate que ce fol vent d'espoir a changé, dans le bon sens, la culture politique de mon pays et a montré aux partisans de la liberté qu'ils n'étaient ni seuls ni peu nombreux. Cependant, la dérive autoritaire du gouvernement s'est trouvée renforcée par une répression brutale qui paralyse et musèle depuis toute opposition critique.

L'empire des nouveaux mirages

Que s'est-il passé depuis 2002 ? La culture politique de l'AKP a-t-elle varié en son tréfonds ? D'où provient la dérive autoritaire de Recep Tayyip Erdoğan ? Pour moi la véritable stratégie politique du parti était claire depuis le début, quoi qu'aient pu en montrer leurs programmes et leurs projets. Ainsi une culture politique niant toute critique ne peut être susceptible que d'engendrer un chef autoritaire. Ils ont toujours été conscients de la cause qu'ils n'ont cessé de défendre depuis les années 1970, celle de l'islam politique turc inspiré en partie par l'idéologie des Frères musulmans. Je n'ai jamais été convaincu par leur idée de « démocratie-conservatrice », ayant toujours été lucide sur la nature totalitaire d'une culture basée sur une opacité soupçonneuse. La partie visible de cet iceberg n'était qu'une tactique destinée à gagner du temps vis-à-vis de l'Ancien régime, c'est-à-dire celui de la bureaucratie civile et militaire kémaliste, comme des élites et des opinions publiques occidentales.

Premier mirage, l'Europe. De manière étonnante, Erdoğan, dès son arrivée au pouvoir, s'empare du dossier. Afin d'entamer le

processus d'adhésion à l'Union, il promet des réformes nécessaires et entreprend de conformer le droit turc aux critères de Copenhague. Deux ans à peine après sa victoire électorale, c'est chose faite : le 17 décembre 2004, Bruxelles accepte de débiter les négociations avec Ankara le 3 octobre 2005. Dès lors, l'affaire va piétiner. C'est qu'Erdoğan a atteint son but, non pas la démocratisation intérieure du pays, mais la garantie apportée aux investisseurs étrangers qui va permettre de combler le manque cruel de l'économie turque en liquidités alors que le déficit chronique de l'épargne creuse celui, structurel, de la balance commerciale.

Deuxième mirage, l'armée. La volonté affichée d'en finir avec l'interventionnisme politique de l'État-major, institutionnalisé par le coup d'État de 1980, ne peut paraître qu'une bonne chose. Elle vaut immédiatement non seulement crédit mais aussi sympathie à Erdoğan qui, initialement, ne recherche pas l'affrontement. La « trêve » entre la tutelle militaire et le pouvoir islamiste va d'ailleurs durer jusqu'en 2007 : le mandat présidentiel d'Ahmet Necdet Sezer étant arrivé à échéance, l'AKP veut faire élire à ce poste par les députés, Abdullah Gül, alors ministre des Affaires étrangères et numéro deux du parti. L'ancienne élite ne peut envisager la perte de contrôle de la plus importante instance qui leur reste dans l'appareil d'État. L'épouse de Gül, portant le foulard, la République laïque turque ne pouvait avoir selon eux une Première dame avec un tel symbole comme visage. Le 27 avril 2007, en postant sur son site internet une motion de défiance, l'État-Major déclenche une guerre de pouvoir qui se soldera par un K. O. à l'avantage d'Erdoğan cinq ans plus tard. De 2010 à 2012 se déroule les maxi-procès Ergenekon et Balyoz impliquant des

centaines d'inculpés, pour la plupart des officiers supérieurs et de hauts-fonctionnaires kémalistes, comme des universitaires et des journalistes, accusés d'avoir constitué des organisations secrètes, entretenu des « cellules terroristes » et fomenté un complot pour renverser Erdoğan et son régime. Le CHP, le principal parti d'opposition, dénoncera une vaste opération de purge couvrant « l'agenda secret de l'AKP ». Plus de 10 % des généraux ont ainsi été jetés en prison. Ce qui est sûr, c'est que la démilitarisation du régime n'a pas apporté sa démocratisation, alors que ce nettoyage a été vendu au public turc et au monde entier comme une victoire de la démocratie. Aujourd'hui, il apparaît clairement que le régime de tutelle militaire kémaliste a été remplacé par un pouvoir de nature politico-islamiste.

Troisième mirage, le pluralisme. Je pense ici à la place des minorités en Turquie, les Alévis, les Kurdes et les laïcs comme nous l'avons déjà vu, mais aussi les Arméniens, les Juifs, et la petite communauté grecque-orthodoxe que nous appelons chez nous les *Rums*, ainsi qu'à la normalisation des rapports de la Turquie et de ses voisins immédiats. Des intellectuels et des universitaires libéraux ont pu espérer que les tenants de l'islamisme se montreraient plus ouverts que les idéologues du républicanisme sur ces questions. Tout un temps, l'AKP s'est efforcé de leur donner raison, avant de violemment se rétracter. Des exemples ? Ankara a voulu restaurer la liberté religieuse, mais en la limitant aux seuls sunnites, s'agissant essentiellement de la levée de l'interdiction du port du foulard à l'université et dans l'administration ; au contraire, ils ont mis en place une politique discriminatoire à l'encontre des Alévis en les excluant de la fonction publique civile et de la justice. Apaiser la frustration culturelle des Kurdes ? Une ambition

limitée en pratique pour le moment à l'inauguration d'une nouvelle chaîne d'État en langue kurde, ce qui est loin de satisfaire leurs aspirations. Quant au dit processus de normalisation avec Erevan, la capitale de l'Arménie, entamé à la fin de 2008, peu avant l'« ouverture kurde », il n'était qu'un prétexte supplémentaire pour duper l'Occident en contrepartie de l'obtention d'un soutien moral et politique dans leur guerre de pouvoir contre les militaires.

L'investissement politique d'Erdoğan pour bâtir le paradigme d'un « islamisme modéré » à l'image d'une démocratie chrétienne occidentale s'est ainsi révélé intenable. Mais c'est lui-même qui lui a administré les ultimes coups mortels.

D'une part, le projet est bien totalitaire. Il ne s'agit pas de restaurer l'islam traditionnel d'Anatolie – ce n'est donc pas un « conservatisme » – mais de créer, au contraire, une société nouvelle selon une religion revisitée. Il s'agit clairement de « fermer la parenthèse », selon la formule d'Ahmet Davutoğlu, ouverte par la proclamation de la République en 1923 et d'ignorer les changements accomplis depuis.

D'autre part, le projet est résolument personnel : c'est celui d'un homme portant les marques de l'*hybris*, la maladie du pouvoir alliant hypertrophie de l'ego, autodétermination messianique, perte du sens des réalités, intolérance à la contradiction et folie des grandeurs. Un homme qui veut renverser le passé républicain, qui veut imprimer sa marque dans le paysage d'Istanbul en se faisant bâtir une mosquée de taille démesurée sur la plus haute colline de la ville, un homme qui se fait construire à Ankara un palais présidentiel de mille cent cinquante pièces pour le modique coût d'un demi-milliard d'euros. Un homme qui explique enfin la révolte de Gezi comme ayant été une provocation du « lobby du taux

d'intérêt », avouant de la sorte un antisémitisme constitutif.

C'est lui qui a entretenu les mirages et, par ses excès, les a détruits. Aussi ne lui reste-t-il aujourd'hui, en défense de son néo-ottomanisme, que d'agiter l'islamophobie selon lui intrinsèque de l'Occident. Manière d'empêcher aussi toute critique de l'islamisme en rejetant leurs fautes sur leurs adversaires, en Turquie comme ailleurs. Je ne rejette pas l'islamophobie comme concept mais je condamne son exploitation à des fins politiques. Y compris au sujet des assassinats des journalistes de *Charlie-Hebdo*.

La fin de la Turquie ?

La Turquie que nous connaissons ne reviendra pas. De même que la République n'existe plus sur le plan moral. Ce qui se clôt ici, qui n'a plus de validité et qui ne peut ressurgir est la sécularisation de la société voulue et actée par les organes d'État. Pour moi, une page est en train de se tourner, celle d'une Turquie inspirée par les principes de 1923 qui sont le progrès, la science, la raison, l'égalité des sexes, la laïcité afin de s'harmoniser avec le monde occidental. Cette révolution culturelle, je pense au processus de sécularisation porté par Atatürk, s'est accompli dans une grande douleur, ce dont le mouvement islamiste s'est servi par la suite pour la transformer en une victimisation de nature idéologique.

Erdoğan, lui, ne s'y trompe pas : Atatürk est pour lui un mot tabou, un nom imprononçable qu'il remplace systématiquement par l'intitulé de Gâzi, « le victorieux », décerné au commandant-en-chef Mustapha Kemal en 1921, en pleine guerre d'Indépendance, avant la proclamation de la République. Dans ses discours, il fait régulièrement des références négatives aux débuts de la

modernisation de la Turquie, qui commence au XIX^e siècle à l'époque des Tanzimat. Pris dans une relation de haine amoureuse, il cherche en fait à remplacer Atatürk dans l'imaginaire collectif.

Qu'en sera-t-il de la Turquie d'Erdoğan ? Où ira-t-elle ? Qui peut encore l'empêcher de se réaliser ? L'opposition parlementaire, incapable de se réformer idéologiquement, se montre inepte et inapte au centre-gauche, invisible et inexistante au centre droit tandis que la société civile, qui subit une pression insupportable, se révèle incapable de porter le changement en l'absence de relais solides. La fin du régime Erdoğan pourrait venir de ses propres faiblesses systémiques et erreurs stratégiques : l'économie d'abord, mais surtout la politique étrangère. La question kurde, la crise avec la Russie signalent la profonde interpénétration et interaction de ces deux domaines à hauts risques. En cas d'escalade régionale, la nouvelle guerre déclenchée contre le PKK pourrait devenir un atout pour le Kremlin, fournisseur énergétique essentiel de la Turquie, afin de déstabiliser Ankara. Même si l'intervention russe a été un coup de grâce pour l'influence turque en Syrie, mon pays va continuer à souffrir des graves conséquences de cette politique dangereuse. Nous allons continuer à vivre sous la menace de l'État islamique, à devoir supporter le poids social et économique de millions de réfugiés, et d'autres ramifications qui touchent la question kurde.

C'est là un scénario catastrophe, je le sais. Mais non moins catastrophique que les morts de Gezi, de Reyhanli, de Diyarbakir, de Suruç et d'Ankara, de nos jeunes tombés au front du mensonge guerrier et de l'écrasement de la démocratie. L'idée de quitter le pays s'étend dramatiquement dans la classe moyenne, je le constate tous les jours et cela me rend triste. J'ai peur de voir notre jeunesse

partir et aller grossir les rangs de ces mêmes réfugiés qui fondent sur l'Europe occidentale.

Avant le dernier acte qui vise à ramener la Turquie à l'année zéro de sa fondation, il n'est pas trop tard pour méditer sur le mot du défunt président François Mitterrand lorsqu'il évoquait « la nécessité de renforcer l'ancrage de la Turquie à l'Europe ».

Petite chronologie des événements

2002	Première victoire de l'AKP aux élections législatives avec 34 %.
2006	Le leader du Hamas est invité à Ankara après sa victoire dans la bande de Gaza.
2007	Victoire de l'AKP aux élections législatives avec 46,6 %
2009	À Davos, Erdoğan quitte un débat avec Shimon Pérès.
2010	L'affaire du <i>Mavi Marmara</i> éclate au large de la bande de Gaza.
2011	Victoire de l'AKP aux élections législatives avec 49,9 %.
2013	(juin) La révolte du parc de Gezi éclate à Istanbul.
–	(11 mai) Attentat de Reyhanli à la frontière syrienne, 53 morts.
–	(3 juillet) Coup d'État du général al-Sissi au Caire.
–	(17 au 25 décembre) Révélation de plusieurs grandes affaires de corruption pour Erdoğan et ses proches.
2014	Erdoğan est élu président de la république au suffrage universel dès le premier tour avec 52 %.

2015	(5 juin) Attentat de Diyarbakir
–	(7 juin) Élections législatives, pas de majorité claire, l'AKP fait 40,66 %.
–	(20 juillet) Attentat de Suruç.
–	(24 juillet) Début des bombardements par l'armée turque des positions du PKK.
–	(19 août) Faute de majorité et de coalition Erdoğan appelle à de nouvelles élections pour le 1er novembre.
–	(10 octobre) Attentat d'Ankara.
–	(1er novembre) Élections législatives, victoire de l'axe avec 49,5 %.

Table des Matières

Sommaire	4
Une police de la pensée	6
De l'utilité de L'État islamique	13
L'autoroute du djihad	19
Guerre sur mesure	26
La démocratie confisquée	30
Les espoirs perdus	34
Manif contre manip	38
L'empire des nouveaux mirages	43
La fin de la Turquie ?	48
Petite chronologie des événements	51